

et développement

Paris ouest Nanterre La Défense | Paris est Créteil

Pour quels métiers ?

Les débouchés professionnels sont variés :

- chercheurs et chargés de missions dans des organismes de recherche publics ou parapublics (Institut de recherche pour le développement, Institut de veille sanitaire, Institut national de la santé et de la recherche médicale, observatoires régionaux de la santé, Institut de recherche et documentation en économie de la santé);
- chargés d'études dans des agences nationales et régionales (ministère, caisses primaires d'assurance maladie, structures d'organisation du dépistage des cancers, Institut national pour la prévention et l'éducation à la santé...);
- chargés de missions dans des services prévention santé de conseils généraux et de municipalités, des Ateliers santé-ville, des collectivités territoriales, des observatoires locaux de la santé et du social, des ONG (Médecins sans frontières, Médecins du monde, Handicap international...);
- experts auprès d'organismes internationaux (Union européenne, FAO, OMS);
- consultants auprès de cabinets d'études privés (diagnostics territoriaux, évaluation de plans régionaux de santé publique, etc.).

Contacts

Secrétariat (Paris ouest)

David Dossin
Département de géographie
200 avenue de la République
92001 Nanterre Cedex
Téléphone : 01 40 97 75 58. Courriel : david.dossin@u-paris10.fr

Secrétariat (Paris est)

Brigitte Tremblay
Faculté des lettres, langues et sciences humaines
61 avenue du Général-de-Gaulle
94010 Créteil Cedex
Téléphone : 01 45 17 10 91. Courriel : tremblay@u-pec.fr

Équipe scientifique et pédagogique

- Myriam Baron
Courriel : myriam.baron@u-pec.fr
- Audrey Bochaton
Téléphone : 01 40 97 98 24. Courriel : abochaton@u-paris10.fr
- Hélène Charreire
Téléphone : 01 42 17 57 82. Courriel : helene.charreire@u-pec.fr
- Stéphane Rican
Téléphone : 01 40 97 75 53. Courriel : srican@u-paris10.fr
- Zoé Vaillant
Téléphone : 01 40 97 98 08. Courriel : zoe.vaillant@u-paris10.fr

Cette nouvelle rubrique est réalisée par les conseillers pour les affaires sociales de la Délégation aux affaires européennes et internationales.



Maroc

Service sanitaire obligatoire pour réduire les disparités géographiques

Intervenant lors d'une conférence de presse, M. Louardi, ministre de la Santé, a fait état de disparités géographiques qui font que 45 % des médecins exercent sur l'axe Rabat-Casablanca, tandis que 24 % seulement travaillent en milieu rural, ce qui entraîne un déficit flagrant de cadres médicaux dans ces régions. Le projet du service sanitaire obligatoire (SMO), en l'état d'avant-projet de loi, vise à assurer une meilleure répartition des professionnels de santé (médecins, infirmiers...). Il consisterait à rendre obligatoire, à l'issue de leurs études, deux années de service dans les régions à faible densité médicale. Le service sanitaire obligatoire devrait coûter environ 1 milliard de DH (93 millions d'euros). Les professionnels concernés percevraient, en sus du salaire, des indemnités spéciales pour service dans les zones éloignées. Les médecins et les infirmiers devant effectuer leur SMO auront le même rang et les mêmes responsabilités que ceux engagés dans la fonction publique. Les futurs médecins (en grève contre ce projet) réclament donc qu'une promesse d'embauche dans le secteur public leur soit faite à l'issue de ces deux années.

STEPHAN CLÉMENT



Allemagne

Les réserves des caisses de l'Assurance maladie allemande excédentaires de 15,2 milliards au premier semestre

À titre de comparaison, son homologue française cumulait 104,8 milliards de déficit fin 2014. De fait, l'équilibre financier de l'Assurance maladie est un objectif prioritaire pour l'Allemagne. En cas de désé-

quilibre, les différentes caisses d'Assurance maladie (d'ailleurs concurrentes entre elles), ne peuvent pas emprunter mais doivent appeler à des cotisations supplémentaires à la charge des assurés. Aux autres postes de dépenses publiques, les résultats sont tout aussi positifs. Ainsi, l'assurance vieillesse des salariés est excédentaire de 16 milliards d'euros et l'Office fédéral des statistiques Destatis annonce qu'au total, les comptes de l'État fédéral, des États régionaux, des communes et des caisses de sécurité sociale affichent un excédent de 21,1 milliards d'euros au premier semestre. Cet excédent est dû à la hausse de 4,6 % des recettes fiscales grâce au nombre historique d'actifs sur le marché du travail. Ces réserves devraient permettre au gouvernement allemand de faire face aux dépenses du million de réfugiés qui s'installera en Allemagne cette année, dont le coût d'insertion est momentanément estimé à 10 milliards d'euros par an.

MANUEL BOUGEARD



Suède

Une commission pour renforcer l'égalité en matière de santé

Dans le cadre de son objectif de lutte contre les inégalités de santé, le gouvernement suédois a nommé une commission pour renforcer l'égalité en matière de santé. Elle s'intéressera aux différences d'état de santé entre les groupes socioéconomiques, mais aussi entre les sexes, handicaps, minorités ethniques, personnes LGBT, etc. L'objectif du gouvernement suédois est que les différences de santé, dont les paramètres d'influence sont dans le périmètre d'action du gouvernement, aient disparu dans une génération. Une attention toute particulière devra être prêtée à la santé des enfants et des personnes âgées, à la prévention et à la promotion de la santé.

La commission doit faire des propositions concrètes pour faire diminuer les inégalités en matière de santé, en direction de l'État, mais aussi des communes et des comtés ainsi que de la société civile (associations, etc.) Ces propositions doivent inclure des projections à différents termes : tout d'abord pour des actions rapides (2-4 ans), de moyen terme (8 ans) et à l'échelle de la prochaine génération, d'ici 25 à 30 ans. Le rapport opérationnel de cette commission est attendu pour le 31 mai 2017.

DOMINIQUE ACKER



Chine

La Chine vers un traitement de fond de la pollution atmosphérique ?

D'après le ministère de la Protection de l'environnement, la qualité de l'air des 74 principales villes chinoises s'est améliorée depuis début 2015, grâce à différentes politiques mises en place. Le Bureau de la Protection environnementale a mis en place des mesures drastiques de réduction de la pollution de l'air sur le modèle de celles d'efficacité mises en œuvre lors du sommet de l'APEC fin 2014 ou des Jeux Olympiques en 2008. Hors ces circonstances exceptionnelles, les autorités visent également à renforcer la loi environnementale et à fermer les usines illégales de fabrication.

Des moustiques mâles pour lutter contre la dengue

Chaque année, d'août à octobre, de nombreux cas de dengue sont diagnostiqués dans la province du Guangdong. En 2014, la Chine a rapporté 46 000 cas confirmés, dont la plupart (35 000) se situaient dans le Guangdong. La dengue, une infection virale entraînant habituellement fièvre, vomissements et parfois des hémorragies fatales, sévit dans une centaine de pays des régions tropicales et subtropicales du monde, qui fournissent un terrain idéal pour les moustiques, vecteurs de l'épidémie. En 2015, les autorités du Guangdong ont décidé de répandre des millions de moustiques mâles génétiquement modifiés afin de contrôler la population des moustiques vecteurs. Ces mesures seront prochainement évaluées.

BENOÎT SEVCIK



Royaume-Uni

La grande majorité des Britanniques en surpoids d'ici à 2030

D'après une étude de l'OMS, les trois-quarts (73 %) des hommes et les deux tiers (63 %) des femmes britanniques seront en surpoids ou obèses (IMC supérieur à 25) d'ici 2030. Le taux d'obésité (IMC supérieur à 30) atteindrait 36 % pour les hommes et 33 % pour les femmes ; à titre de comparaison ces taux s'élevaient à 26 % en 2010 pour les deux sexes. Ces projections sont fondées sur

les tendances des dernières années, si aucune mesure spécifique n'était prise. Le think tank britannique *Overseas Development Institute* (Institut pour le développement international) attribue l'une des causes du phénomène à la hausse des prix des fruits et légumes ces dernières années : les fruits et légumes auraient vu leur prix tripler quand certains produits comme les glaces ont vu leur prix divisé par deux sur la même période. La question de l'introduction d'une taxe sur les boissons sucrées est actuellement au cœur des débats publics alors que le gouvernement devrait annoncer des mesures de lutte contre l'obésité début 2016.

Des bracelets électroniques outils de lutte contre l'alcoolisme

Un an après son lancement dans certains quartiers de Londres, un programme pilote visant à lutter contre l'alcoolisme chez des personnes condamnées pour des crimes mineurs liés à l'alcool, grâce à des bracelets électroniques semble être un succès.

91 % des contrevenants ayant eu recours à un bracelet – qui teste le taux d'alcoolémie à travers la transpiration des porteurs toutes les 30 minutes – ont respecté l'obligation de port du bracelet et de sobriété pendant 120 jours (on estime entre 8 et 13 milliards de livres par an le coût des dommages causés par des personnes en état d'ivresse).

Recommandations pour améliorer les soins à domicile

Le National Institute for Care and Health Excellence (NICE) a publié ses premières recommandations sur le secteur du soin médico-social (*social care*) à domicile.

Près de 500 000 personnes ont reçu des soins à domicile en Angleterre en 2013/2014. 80 % d'entre elles ont 65 ans ou plus. La demande devrait augmenter avec le vieillissement de la population tandis que ce secteur fait face à une crise de financement. Le NICE insiste sur l'adaptation du soutien à la personne et sur le fait que les visites de moins de 30 minutes ne devraient être effectuées que dans des conditions très spécifiques, lorsque la personne aidée connaît l'aidant, que la tâche peut être effectuée dans ce temps restreint sans précipitation et que la visite fait partie d'un ensemble de mesures de soutien plus large. Le NICE souligne l'importance d'assurer la continuité des soins par le même

aidant afin qu'une relation puisse s'établir entre la personne et le travailleur social.

MARIE KEIRLE



États-Unis

La majorité des Américains soutiennent la législation imposant des menus équilibrés dans les cantines scolaires

Selon un sondage récent, 86 % des Américains sont en faveur des normes nutritionnelles mis en place par la loi de 2010, dont la prolongation est en débat au Congrès. Cette loi de l'administration Obama et dont Michelle Obama fait la promotion dans le cadre de sa campagne « Let's move » encadre le contenu nutritionnel des repas scolaires (plus de fruits et de légumes, moins d'aliments très calorifiques ou salés). Deux tiers des enquêtés ont déclaré trouver la nourriture servie dans les cantines excellente ou bonne, par rapport à 26 % lors d'un précédent sondage mené avant l'application de la loi. Ce sondage intervient à un moment où les opposants à la loi freinent sa ré-autorisation au Congrès (la loi expire le 30 septembre 2015), arguant d'un coût trop élevé pour les établissements et d'un gaspillage accru, les élèves boudant, selon eux, les aliments proposés.

La Californie renforce la législation sur les vaccinations

L'assemblée de Californie vient de voter une série de mesures qui restreignent fortement les possibilités d'exemption des obligations vaccinales pour les enfants scolarisés : seules les exemptions pour raisons médicales seront désormais acceptées (les exemptions pour raison religieuse ou « convictions personnelles » n'étant plus admises). Dans cet État qui était parmi les plus libéraux en la matière, le recours aux exemptions avait triplé en 10 ans, passant de 1,1 à 3,3 % entre 2002 et 2013. Au début d'année, une épidémie de rougeole avait touché plus de 130 personnes dans l'État. Si

Cette rubrique est réalisée par les conseillers pour les affaires sociales de la Délégation aux affaires européennes et internationales.

le texte est adopté par le Sénat (qui s'est déjà prononcé une première fois favorablement), la Californie sera le plus grand État à aller aussi loin dans les obligations liées à la vaccination infantile.

CLAIRE AUBIN



Inde

Une forte augmentation des cas de dengue en août et septembre à Delhi

Entre le 1^{er} janvier et le 15 septembre 2015, 1 872 cas de dengue ont été enregistrés à Delhi dont 613 au cours de la seconde semaine de septembre (soit un tiers des cas), 428 lors de la première et 301 pendant la dernière semaine d'août. Compte tenu du flux conséquent de nouveaux patients, les hôpitaux publics ont été saturés et le gouvernement de Delhi a été obligé d'augmenter les capacités d'accueil de 1 000 lits. Les infrastructures ne sont pas les seuls points faibles du dispositif public de prise en charge mais le manque de personnels soignants comme de médicaments ou de banques de sang ont été plusieurs fois relatés. Les analyses épidémiologiques indiquent que les virus de type DEN-2 et DEN-4 sont les plus courants parmi la population infectée. Selon les premiers résultats d'une étude scientifique menée par l'All India Institute of Medical Science (AIIMS), une nouvelle souche du virus pourrait être identifiée mais des analyses complémentaires sont en cours.

RODOLPHE MONNET



Italie

Le syndicat de médecins, Anaa, dénonce une hausse du nombre de précaires

Au total, le nombre de médecins précaires s'élève à 14 000, parmi lesquels une moitié est réglementée par des contrats de travail à temps partiel et l'autre moitié par des contrats « atypiques ». L'aspect négatif de ce type de contrats réside soit dans l'absence de protections essentielles pour les médecins, soit dans le niveau extrêmement bas des salaires (moins de 25 000 euros par an). D'après les recherches menées par l'Asso-

ciation nationale des médecins dirigeants (Anaa), les régions italiennes les plus affectées par les coupes budgétaires sanitaires sont la Lombardie et l'Emilie-Romagne. Face à cette situation, l'Anaa demande une planification de l'accès au travail, favorisant une plus grande stabilité contractuelle pour les jeunes médecins.

VALÉRIE GERVAIS



Russie

Renforcement des restrictions sur la vente d'alcool

Les députés ont proposé d'augmenter l'âge minimum pour la vente d'alcool jusqu'à 21 ans (actuellement 18 ans). Selon le rapport du Service fédéral de surveillance en matière de consommation, plus de 500 000 morts par an sont liées à l'alcool en Russie et on compte environ 5 millions d'alcooliques. Les auteurs de cette initiative législative qui a déjà été soutenue par la ministre de la Santé considèrent que la nouvelle loi devrait réduire la mortalité précoce et l'alcoolisme parmi les jeunes.

DANIEL MATHIEU



Espagne

Les Espagnols partent à la retraite de plus en plus vieux

Comme conséquence des changements introduits par la dernière réforme sur les retraites, qui rend difficile et retarde la retraite anticipée à 61 ans pour des causes forcées, et à 63 ans s'il s'agit d'un départ volontaire, les espagnols mettent un terme à leur vie professionnelle plus tard que les travailleurs des principales économies européennes.

Âge moyen de départ à la retraite	Hommes	Femmes
En France	59,7 ans	60,0 ans
En Italie	61,1 ans	60,5 ans
En Allemagne	62,1 ans	61,6 ans
En Espagne	62,3 ans	63,2 ans

JEAN-FRANÇOIS RENUCCI